

Plus de quatre fois séculaire, notre commerce avec l'Europe, n'a presque jamais connu d'interruption depuis ses débuts. Il importe au premier chef que nous ne soyons pas exclus de ces marchés maintenant que foisonnent les difficultés monétaires; il ne faut pas que les producteurs européens nous supplantent en permanence. Nous reconnaissons que, depuis l'entrée de notre province dans la Confédération, le gouvernement fédéral s'est penché avec sollicitude sur ce problème. Le gouvernement canadien ne saurait rendre à Terre-Neuve de service plus urgent. En rompant avec la Grande-Bretagne pour nous attacher au Canada, nous n'avons nullement hâté la solution du problème. A moins de pouvoir conserver nos exportations de poisson salé à l'Europe, nous porterons un rude coup à ce genre de commerce dans les provinces Maritimes qui devront affronter la concurrence de nos excédents sur les marchés de l'hémisphère occidental. On prendrait vraiment une attitude fataliste en considérant comme permanentes les mesures de secours qui s'imposent dans les temps extraordinaires où nous vivons. Certes nous devons juger comme temporaires les difficultés d'ordre monétaire qui se posent entre les nations à l'heure actuelle, et comme de simples expédients les mesures auxquelles nous recourons.

Terre-Neuve est la province qui a le moins de chances d'établir son commerce de base au sein du Canada. Presque toutes nos denrées sont également produites par les autres provinces, et en matière de concurrence nous sommes désavantagés du point de vue géographique. Le Canada constituant un des principaux pays exportateurs du monde, il est peut-être intéressant de signaler qu'à Terre-Neuve le rapport entre les exportations et le produit national brut est presque trois fois supérieur à celui de l'ensemble du pays, dont la proportion entre le commerce d'exportation et le revenu national global s'établit à environ 24 p. 100. A Terre-Neuve le rapport atteint 67 p. 100. Le Canada importe dans une proportion de 21 p. 100, tandis que Terre-Neuve importe presque 85 p. 100, si l'on considère également comme importations les achats provenant des autres provinces. Voilà un des principaux problèmes qui se posent à notre province, surtout dans les conjonctures actuelles; mais dans l'ensemble notre commerce d'exportation profite beaucoup au Canada. L'aide que pourrait apporter le gouvernement fédéral en permettant à Terre-Neuve de conserver son commerce séculaire avec les régions à monnaie instable est peu de choses comparativement aux autres avantages que retire le Canada de notre extrême dépendance à l'égard des exportations. La majeure partie de notre commerce d'ex-

portation s'achemine vers des pays où l'on nous paie en dollars; là, il n'y a donc pas de problème. La proportion d'exportations exigeant des paiements en d'autres devises est relativement faible, mais suffisante pour nuire dangereusement au gagne-pain d'une forte partie de notre population.

Lorsque seuls les liens de bon voisinage nous unissaient, on a supprimé entre le Canada et Terre-Neuve la muraille que constituait le change étranger. Nous nous sommes volontairement rangés sous l'autorité de la Commission du contrôle du change étranger. A l'heure où le Canada avait tant besoin de dollars américains, Terre-Neuve, grâce aux recettes de ses exportations payables en dollars et aux bases militaires américaines établies chez elle, en a fourni au Canada en quelques années plusieurs millions de dollars. Le même apport se continue, à un rythme imposant.

S'il faut en croire des commentaires fréquents, nombre de gens s'imaginent que seule la nouvelle province bénéficie de son entrée dans la Confédération. Cet avis n'est sans doute pas assez réfléchi pour qu'on s'y arrête. De toute façon, il ne sera pas inutile d'exposer certains faits portant sur l'apport de notre province au pays tout entier.

Les bonnes relations entre les hommes se fondent sur l'échange de bons procédés. Il n'est pas à craindre que les nouveaux venus dans la Confédération interprètent à rebours les paroles suivantes de l'Écriture sainte: "Il y a plus de bonheur à donner qu'à recevoir".

J'ai indiqué l'importance vitale que revêtent pour notre province les exportations. Réciproquement, il nous faut importer chez nous une proportion exceptionnelle des denrées que nous consommons. L'histoire en fait foi, c'est de l'Angleterre et des États-Unis que nous avons importé le plus de marchandises. Immédiatement avant la deuxième guerre mondiale, nous achetions au Canada environ 35 p. 100 du montant global de nos importations. Il s'agissait surtout de produits agricoles et laitiers. Nous recherchions les plus bas prix sur tous les marchés du monde, nos droits de douane s'appliquant uniformément à tous les pays, sauf une légère préférence accordée aux articles de fabrication anglaise. En 1948, peu avant l'union, nous avons acheté au Canada des marchandises d'une valeur d'environ 50 millions de dollars, soit près de 52 p. 100 de nos importations totales. Il s'agissait, il va sans dire, de l'achat de marchandises destinées à l'exportation, mais libres de taxe de vente et d'accise. Dès notre entrée dans la Confédération et l'adoption du tarif douanier du Canada, nos achats sont entrés tout entiers dans l'orbite du Canada. Quoique